

La SHC garde un œil vigilant sur les sujets qui concernent les historiens qui travaillent au Canada. Depuis le dernier *Bulletin*, une lettre a été envoyée à chacune de ces deux institutions. Les textes intégraux de ces lettres sont affichés dans notre site Internet. Tout membre qui identifie un point qui nécessiterait peut-être une intervention, sont invités à communiquer avec la présidente, Mary Lynn Stewart, pour en discuter.

## I Coupure de personnel au Glenbow

Au début du mois de janvier, la présidente a écrit pour protester la décision récente prise par Glenbow Alberta-Institute de réduire son personnel. Ces coupures semblent avoir disproportionnellement visé la division des archives, qui a vu le nombre de ses archivistes coupé de moitié (de 6 à 3).

Extrait de la lettre :

Une réduction du personnel de cinquante pour cent serait, en soi, une condition alarmante, mais les effets sont beaucoup plus sérieux que ce chiffre ne semble l'indiquer. L'un des trois archivistes toujours en poste se dévoue exclusivement à la collection Imperial Oil. Tandis que les tâches d'un autre sont partagées entre l'administration de la bibliothèque et celle des archives. Le département des archives se retrouve donc avec un seul employé attitré à l'entière collection.

Fondée en 1922, la Société historique du Canada est une organisation bilingue, qui compte 1200 membres à travers le Canada, les États-Unis et de partout dans le monde, dévoués à la recherche didactique dans tous les domaines de l'histoire. En tant que chef de file d'organisations savantes d'historiens au Canada, la Société historique du Canada assume le rôle de porte-parole des préoccupations de ses membres et des praticiens intéressés à promouvoir la discipline de l'histoire au Canada. En fait, Hugh Dempsey, le premier archiviste du Glenbow était un membre actif de notre société et d'éditeur d'une rubrique pour la lettre d'information de la SHC.

Bien que nous soyons conscients que les présentes compressions budgétaires mettent au défi plusieurs organisations qui œuvrent dans le domaine du patrimoine, nous croyons que ces réductions du personnel menacent votre habileté à fonctionner efficacement et compromettent, en tant qu'historiens, notre facilité d'accès au matériel archivé.

En tant que le plus grand dépositaire non-gouvernemental d'archives au Canada, les collections de documents et de photographies qui se rapportent à l'histoire de l'ouest canadien du Glenbow sont sans égales. Plusieurs générations d'étudiants et de membres de facultés d'universités à travers le Canada et de partout dans le monde ont pu se prévaloir de l'expertise de ses archivistes et se sont fiées à ses collections. Ce travail a, en grande

partie, fondamentalement influencé notre compréhension de la région et du pays.

Nous croyons que de réduire le nombre d'archivistes minerait l'habileté de l'institut « d'exercer son rôle de conservateur des items de la collection et d'en fournir l'accès au public » tel qu'exigé par l'article 2.3c du 'Glenbow-Alberta Institute Act'. Une quantité volumineuse de matériel devra être entreposée jusqu'à ce que le matériel en question puisse être évalué et ne sera donc pas disponible pour en faire la consultation. Les documents entreposés pourraient bien être à risque de se détériorer. Ceci ne reflète en rien les valeurs et les convictions, ou même les buts administratifs de l'Institut : "de raffiner et de bâtir la collection et d'en maximiser l'accès, tout en améliorant la condition, l'utilité et la sécurité."

De plus, avec moins d'archivistes, il est difficile de concevoir comment l'Institut pourra continuer d'identifier, d'évaluer et de faire l'acquisition de nouveau matériel qui se rattache à l'histoire de l'ouest canadien. Sans un programme actif d'acquisition, la réputation d'excellence de l'Institut et la reconnaissance de la 'marque' Glenbow, sont en danger d'être ternis. Et, plus grave encore, est le risque de perdre à jamais d'irremplaçables collections de documents et de photographies; patrimoine des Albertins et des Canadiens.

Nous vous prions donc, de concert avec votre Conseil des gouverneurs, de revoir votre décision d'effectuer de si grandes coupures d'effectifs au département des archives et de développer des solutions créatives, compatibles avec les objectifs de l'Institut, de "promouvoir et d'encourager l'acquisition et la diffusion des connaissances du genre humain, de son art, de son histoire et du caractère du monde dans lequel il vit."

## II BAC et les historiens canadiens : Note sur les nouvelles orientations de Bibliothèque et Archives Canada présentée par la Société historique du Canada

La Société historique du Canada s'est toujours vivement intéressée aux politiques et aux pratiques de Bibliothèque et Archives Canada (ainsi que de ses deux précurseurs, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale du Canada). Au cours des dernières années, nous avons été profondément conscients des nouvelles orientations stratégiques adoptées par BAC et avons essayé de faire entendre les préoccupations de nos membres au sujet des répercussions qu'ont ces transformations. À vrai dire, la façon de repenser en cours parmi la haute direction de BAC nous rend très mal à l'aise.

Dans l'exposé suivant, nous soulèverons trois points clés, pour examen :

- BAC doit maintenir comme priorité la préservation de l'intégralité du patrimoine documentaire du Canada.
- BAC doit continuer à offrir une gamme complète de services afin de faciliter la recherche historique et ainsi d'appuyer tous les efforts didactiques afférents.
- BAC doit maintenir le dialogue avec sa clientèle par l'entremise du Conseil consultatif sur les services.

### Brève histoire d'un dialogue fructueux

La communication entre BAC et la SHC s'est révélée exceptionnellement intense au cours des deux dernières années et demie. En août 2007, la SHC a été abruptement prévenue que BAC comptait sabrer les heures de service au 395 de la rue Wellington. Nous avons alors écrit à plusieurs reprises aux cadres supérieurs de BAC pour demander de rétablir un niveau de service et d'engager des consultations publiques sur la question. Ce faisant, nous nous érigeons en porte-voix des historiens, étudiants diplômés, départements d'histoire et autres organisations dont les membres utilisaient les installations de recherche de BAC et qui nous avaient exprimé leur colère dans un déluge de lettres et de résolutions. En octobre suivant, nous nous sommes joints aux représentants de neuf de ces groupes (généalogistes, bibliothécaires, écrivains professionnels, historiens communautaires, chercheurs autochtones, universitaires francophones, historiens publics, historiens de l'architecture et étudiants diplômés) lors d'une rencontre avec Ian Wilson et son personnel supérieur au cours de laquelle nous avons exprimé nos préoccupations communes. À l'issue de ces semaines de protestations et de réunions, l'administration de BAC a offert deux concessions importantes : d'une part, la promesse de revoir la question des heures de service et d'autre part, la création d'un organe permanent, le Conseil consultatif sur les services (CSS).

Le CSS a tenu sa première réunion à la fin novembre 2007 et, d'emblée, il était clair aux yeux des participants que BAC prenait la démarche au sérieux. La composition de ce conseil était vaste et largement représentative de la clientèle variée de BAC. Le CSS est rapidement devenu une tribune où les commentaires des groupes clés pouvaient se faire entendre sans ménagement. De nombreux employés de BAC étaient présents pour expliquer les politiques, demander des conseils et écouter attentivement et respectueusement. Pendant deux ans, le service au 395 de la rue Wellington a été réajusté pour le mieux, y compris au niveau des heures de fonctionnement. En 2008, les membres du CSS ont aussi collaboré à la préparation d'une étude sur l'avenir de la Direction des services de BAC.

La démarche a cependant été gravement perturbée, du point de vue de la SHC, à la suite du remaniement de la haute direction de BAC au printemps dernier. Le CSS ne s'est réuni que deux fois depuis (dont une fois par téléconférence seulement) et les visages ont changé à la table. Le travail que les membres du CSS avaient entrepris pour sensibiliser le personnel de BAC aux besoins de ses clients semble malheureusement avoir été oublié. Les mandats au CSS sont d'une durée prévue de deux ans. En

novembre 2009, le mandat des seuls membres de la SHC a pris fin et aucune nouvelle nomination n'a été annoncée. Nous avons ainsi perdu notre occasion de faire des observations directes concernant la prestation de services à BAC. Qui plus est, l'avenir du CSS est laissé en suspens depuis la dernière réunion.

La SHC croit fermement que cette expérience utile de consultation publique doit se poursuivre pour permettre de discuter dûment des enjeux continus liés au cheminement de BAC.

### Les ailes de la « modernisation » numérique

Lors de sa réunion de novembre 2009, le CSS a été saisi de documents de planification stratégique sous la rubrique « Modernisation à BAC ». Les participants n'ont pas très bien saisi ce qui était considéré comme étant rétrograde (ou prémoderne) parmi les activités de l'organisation, mais il était très clair que les archives numériques constitueraient la nouvelle priorité absolue de BAC.

Lors des discussions concernant les heures de service, à l'automne 2007, on a maintes fois riposté aux préoccupations de la SHC en faisant valoir que la mission de BAC exigeait le transfert de ressources vers la numérisation des archives au lieu d'encourager la consultation sur place de documents sur papier (ou « analogiques » selon la terminologie actuelle de BAC). À plusieurs reprises, on nous a dit qu'il s'agissait d'un processus de « démocratisation » qui faciliterait l'accès des archives aux chercheurs des quatre coins du Canada (et non plus seulement à ceux qui pouvaient se rendre à Ottawa), mais aussi à un plus vaste groupe de Canadiens, y compris les aînés généalogistes et les élèves du secondaire. On nous a rappelé la réussite des programmes de BAC qui ciblaient ces groupes. Il fallait y lire en pointillé que les autres chercheurs constituaient une petite élite qui s'amenuisait et qui ne méritait plus les ressources consacrées à leur travail.

Nous avons répondu, entre autres, que les historiens ne sont pas élitaires en soi, mais au contraire des chercheurs professionnels pendant toute leur carrière. À titre individuel, leur utilisation des services d'une organisation telle que BAC est bien plus intensive et de longue haleine que celle de n'importe quel élève chargé d'un devoir scolaire ou de n'importe quel citoyen à la recherche de la date d'arrivée de son ancêtre au pays. Les historiens sont engagés dans une démarche de médiation entre le patrimoine documentaire du pays et ses citoyens, ils interprètent le passé en faisant preuve d'un engagement universitaire consciencieux, en menant une réflexion sérieuse et en communiquant les résultats de leurs recherches. Bien d'autres chercheurs intéressés par l'histoire – généalogistes, enseignants, étudiants, écrivains populaires, journalistes, auteurs et cinéastes confondus – se fient à la production savante des historiens. Grâce à divers supports d'information (tels que l'émission bien accueillie *Le Canada : Une histoire populaire*), ces chercheurs aident à raconter à la population canadienne des anecdotes sur son passé. De la même façon, les historiens, par leur enseignement, transmettent la quintessence de leur savoir aux générations suivantes de citoyens canadiens. À l'université et au-delà, les professeurs et les

étudiants diplômés sont très engagés envers l'éducation publique. L'enseignement dépend de la recherche, et la recherche dépend de l'accès intégral et des services d'appui offerts aux bibliothèques et aux services d'archives tels que BAC.

Nous avons aussi répondu en invoquant l'argument pratique suivant, que nous sommes prêts à faire valoir à nouveau : l'idée d'ouvrir l'accès aux documents à une plus grande diversité de clientèles grâce à Internet est une excellente initiative qui permettra d'étendre la participation du public à la découverte historique. À l'instar des autres chercheurs, les historiens se réjouissent de trouver des recensements, des archives militaires, des registres maritimes et d'autres documents en ligne, mais nous ne considérons pas que le programme de numérisation peut remplacer de quelque façon que ce soit le besoin d'un service sur place. À ce jour, une fraction à peine des riches fonds documentaires de BAC, y compris les instruments de recherche, ont été numérisés; de toute façon, les chercheurs scrupuleux continueront d'avoir besoin de consulter les instruments détaillés et les collections documentaires sur place à BAC. Même si tous les projets de numérisation prévus pour les prochaines années pouvaient être menés à terme, la plupart des chercheurs sérieux devront encore se rendre à Ottawa pour repérer les collections qu'ils ont besoin de dépouiller. D'ailleurs, bien des collections volumineuses et importantes ne seront jamais transférées en format électronique. La construction d'un bon site Web servira non pas de portail pour l'ensemble des collections, mais plutôt d'outil pratique en vue de préparer son voyage de recherche pour aller effectivement feuilleter des livres ou manipuler des boîtes dans la salle de lecture.

Il apparaît cependant que ces arguments, répétés maintes fois par les membres des tous les groupes de clients au CSS au cours des deux dernières années, ont été passés sous silence. En fait, l'objectif de numérisation de BAC a été considérablement élargi. Selon la note récente de Terry Cook, le nouveau bibliothécaire et archiviste national, Daniel Caron, souhaite que BAC « mette l'accent sur son rôle de bibliothèque numérique en terme d'acquisitions et de services » [traduction].

Il est tout à fait pertinent que BAC élabore de nouvelles stratégies pour recueillir les documents produits en format numérique, afin de les préserver pour la recherche future. Cependant, dans son empressement de créer une « organisation axée sur le numérique », BAC doit à tout prix éviter de réaffecter les ressources nécessaires pour permettre l'accès aux documents séculaires qui ne sont pas numériques et qui ne le seront jamais.

### **Un principe sacré**

Nous sommes profondément préoccupés par cette orientation donnée à la mission de BAC, qui contrevient à l'esprit de la recherche historique dans notre pays et à la responsabilité de la bibliothèque et du centre d'archives les plus importants du Canada en matière de préservation du patrimoine historique. Dans la tradition des archives nationales de partout au monde, à laquelle BAC et ses précurseurs ont toujours adhéré, *tous* les documents d'importance nationale doivent être réunis dans un

dépôt d'envergure où ils pourront éventuellement être utilisés par les générations futures. L'abandon de cette pratique de diversité de notre patrimoine documentaire enfreint cette tradition bien établie.

Les membres de la SHC, tout comme des centaines et des centaines d'autres chercheurs historiens, se penchent sur une multitude de documents créés par des groupes et institutions variés au Canada. Jusqu'au crépuscule du XX<sup>e</sup> siècle, ces documents étaient presque exclusivement conservés en format papier. Quelques-uns ont certes été microfilmés, mais la plupart ont été classés dans des boîtes ou intégrés à des publications. Notre patrimoine documentaire vient aussi en format sonore ou visuel : pensons aux bandes sonores, bandes vidéo, films, photographies et aux autres formes d'art documentaire. BAC abrite une grande partie de ce patrimoine varié, mais il en reste encore beaucoup en marge de tout dépôt d'archives et souvent en danger d'être détruit et perdu à tout jamais. La nouvelle orientation stratégique proposée par BAC semble laisser ce large éventail d'archives dans l'incertitude et donc en danger.

Le mot « partenariat » est sur toutes les lèvres. Il faut supposer que d'autres organisations seraient appelées à conserver le papier et divers articles tandis que BAC emmagasinerait le matériel électronique. Devant le déficit de financement et les crises existentielles qui secouent les archives et bibliothèques partout au pays, BAC semble abdiquer sa responsabilité d'assurer un rôle moteur en matière de préservation de l'intégralité du dossier historique. Le temps n'est pas à se délester de la tâche de conservation des archives historiques. Il y a également matière à s'inquiéter s'il fallait envisager la privatisation de la démarche de conservation, étant donné les questions d'accès, de frais modérateurs et, de manière plus générale, de reddition de comptes qui surgiront inévitablement.

La SHC croit que le coup de barre proposé au niveau des priorités est en violation directe de la mission, inscrite dans la loi, de BAC. Cette dernière ne peut décider unilatéralement de se désister de sa responsabilité face aux aspects les plus importants du patrimoine documentaire canadien. Cela équivaldrait à un manquement grave à son devoir imposé par la loi d'agir à titre de « source de savoir permanent ».

Nous exhortons BAC à bien repenser son orientation stratégique actuelle.

### **Que veulent les historiens de la part de BAC?**

Nul ne s'étonnera de savoir que les historiens canadiens souhaitent voir BAC faciliter leurs travaux de recherche, et donc leurs efforts didactiques. En ces temps de compressions budgétaires, ils auraient apprécié que la haute direction de BAC tente au moins de faire comprendre au gouvernement ce qu'il faut pour atteindre cet objectif et fasse valoir la nécessité d'un appui public adéquat en faveur de ce qui est manifestement la plus importante institution culturelle du Canada. Il est possible de présenter l'entrée de BAC dans le monde numérique comme une expansion de services nécessaire et réussie, mais c'est une

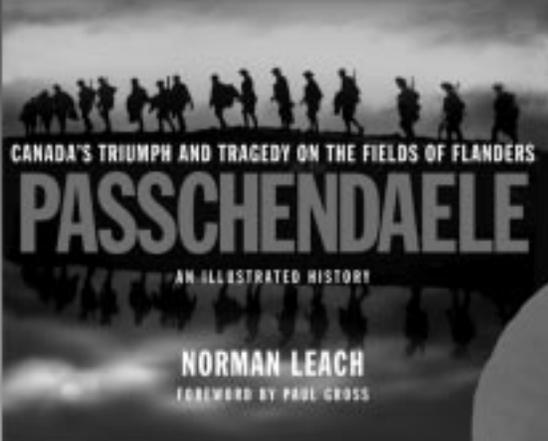
nouvelle initiative qui impose des investissements supplémentaires. Comme dans toute situation de restrictions budgétaires et d'établissement de nouvelles priorités, les historiens insistent sur l'importance d'assurer la permanence des éléments suivants :

- un engagement assidu au rassemblement de tous les aspects du patrimoine documentaire canadien, peu importe le format dans lequel il a été créé
- la mise à disposition des outils nécessaires pour accéder à ce matériel, y compris des instruments de travail efficaces en ligne, permettant au public de structurer leur recherche;
- la prestation de services adéquats, sur place, pour la consultation des collections de BAC;
- la présence d'effectifs suffisants, y compris d'archivistes professionnels de BAC, capables d'offrir des conseils professionnels et compétents concernant les collections;

- dans le cas de tout nouveau « partenariat », le respect des principes d'accessibilité au public et de reddition de comptes, qui ont toujours encadré les activités de BAC, en particulier la gratuité des services;
- l'occasion de participer à des discussions régulières sur l'avenir de BAC et la préservation du patrimoine documentaire du Canada par le truchement du Conseil consultatif sur les services.

La SHC et ses membres individuels sont profondément attachés à Bibliothèque et Archives Canada et sont prêts à monter aux barricades publiquement pour demander une hausse de financement lui permettant de continuer à accomplir sa mission. En ce sens, nous attendons avec intérêt de pouvoir renouveler le dialogue en ce qui concerne de nombreux enjeux d'avenir pour BAC.

# Always Remember ... Never Forget



**CANADA'S TRIUMPH AND TRAGEDY ON THE FIELDS OF FLANDERS**  
**PASSCHENDAELE**  
AN ILLUSTRATED HISTORY  
NORMAN LEACH  
FOREWORD BY PAUL GROSS

**PASSCHENDAELE: Canada's Triumph and Tragedy on the Fields of Flanders**  
By Norman Leach  
Foreword by Paul Gross

ISBN-13: 978-1-55050-399-9  
\$19.95 • 10¼" x 9" • 48 Pages  
Colour illustrated throughout  
Casebound, with Dust Jacket  
Military History

**P**ASSCHENDAELE: *Canada's Triumph and Tragedy on the Fields of Flanders* brings the horror and the heroism of WWI to life with a mix of never before seen archival photos and historic artifacts.

**ENSURE YOUR MILITARY COLLECTION IS COMPLETE WITH THIS IMPORTANT ADDITION**

Award-winning historian Norman Leach presents the background and details of Canada's coming of age in The Great War. It is a story we must always remember.

AVAILABLE FROM FINE BOOKSELLERS OR FROM COTEAU BOOKS  
e: [coteau@coteaubooks.com](mailto:coteau@coteaubooks.com) t: 306.777.0170

COTEAU BOOKS 

[WWW.COTEAUBOOKS.COM](http://WWW.COTEAUBOOKS.COM)